



François de Rugy,
Ministre d'État, ministre de la transition
écologique et solidaire

Brune Poirson,
Secrétaire d'État auprès du ministre d'État,
ministre de la Transition écologique et solidaire

Paris, le

Communiqué de presse

Création d'un label Bas-Carbone pour encourager les actions locales en faveur du climat

Le label Bas-Carbone, créé ce jour par le Ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, est un outil innovant pour favoriser l'émergence d'actions locales permettant de diminuer les émissions de gaz à effet de serre et d'augmenter leur absorption sur le territoire français. Il offre des perspectives de rémunération de ces actions par des acteurs privés qui souhaitent compenser leurs émissions sur une base volontaire.

Le label s'inscrit pleinement dans la dynamique de mise en œuvre des engagements climatiques ambitieux pris par la France dans le cadre de l'accord de Paris et mis en œuvre notamment dans la stratégie nationale bas-carbone (SNBC). Il s'agit d'une mesure incitative, permettant d'accompagner localement la transition écologique en offrant des perspectives de rémunération aux acteurs locaux souhaitant s'engager en faveur du climat. Il permettra ainsi d'encourager de meilleures pratiques, notamment dans les secteurs de l'agriculture et de la forêt, et donc de diminuer les émissions de gaz à effet de serre de la France.

Ce label, préparé en concertation étroite avec la société civile, répond ainsi à la demande croissante des entreprises qui cherchent à compenser leurs émissions de gaz à effet de serre en finançant des réductions d'émissions générées en France par des acteurs locaux.

Le label crée un cadre simple, peu coûteux et rigoureux afin de garantir la réalité et la qualité environnementale de ces réductions. En concertation avec les parties prenantes, le ministère de la transition écologique et solidaire approuvera des méthodes décrivant les lignes directrices à respecter pour comptabiliser et suivre les réductions d'émissions et pour démontrer que les actions mises en place vont plus loin que les pratiques existantes. Les acteurs pourront ensuite monter des projets en respectant une méthode et demander leur labellisation. Enfin, les réductions générées par un projet devront être reconnues par le ministère pour être valables. Elles pourront alors être achetées par des entreprises, par exemple à des fins de communication.

Retrouvez le communiqué de presse en ligne

Contact presse : 01 40 81 78 31
www.ecologique-solidaire.gouv.fr / [@Min_Ecologie](https://twitter.com/Min_Ecologie)